

**REPUBLIQUE DU BENIN**

\*\*\*\*\*

**DEUXIEME SOMMET DU SUD**

***Allocution de S.E.M. Mathieu KEREKOU  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN***

\*\*\*\*\*

*Doha le 15 juin 2005*

*A vérifier au prononcer*

- **Altesse,**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Honorables Invités,**
- **Mesdames et Messieurs.**

Nos premiers mots devant cette Auguste Assemblée de Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres du **Groupe des 77 et la Chine** vont à son Altesse **Sheik Hamad Bin Khalifa Al-Thani**, Emir de l'Etat du Qatar, à qui nous exprimons de tout cœur nos sincères remerciements pour avoir bien voulu nous inviter à prendre part au deuxième (2<sup>ème</sup>) Sommet Sud.

Au nom de la délégation de la République du Bénin nous adressons au peuple ami du Qatar notre reconnaissance pour le chaleureux accueil et la fraternelle hospitalité dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée dans cette magnifique ville de Doha en pleine transformation.

Cette introduction nous amène, comme vous vous en doutez, à entrer dans le vif de notre propos dont l'essentiel sera consacré aux préoccupations de développement de nos pays plutôt qu'à l'élargissement du Conseil de Sécurité qui n'est qu'un aspect de la Réforme des Nations Unies .

C'est en notre qualité de Président en exercice du Bureau de coordination des Pays les Moins Avancés (**PMA**) que nous nous félicitons de la tenue de la présente Conférence, qui constitue pour nous **PMA** une occasion tant attendue pour faire entendre notre voix.

En effet, le deuxième (2<sup>ème</sup>) Sommet Sud qui se tient ici à Doha cinq (05) ans après le premier (1<sup>er</sup>) qui s'est déroulé à la Havane, à Cuba, du 12 au 14 avril ~~2002~~<sup>2000</sup> représente à nos yeux une unique opportunité pour tous les membres de la grande famille du **Groupe des 77 et la Chine** qui se doivent, nous en sommes convaincus, de renouveler leur partenariat dans la voie de la consolidation et du renforcement de la coopération Sud-Sud.

Il s'agit pour nous tous ici réunis d'œuvrer activement et efficacement en vue d'apporter une contribution de qualité du **Groupe des 77 et la Chine** aux débats de la soixante (60<sup>ème</sup>) Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui s'ouvrira en **septembre 2005**, à **New-York**, à l'instar de celles qui l'ont précédée, étant donné que ces débats porteront non seulement sur la mise en œuvre du Programme des Objectifs de Développement du Millénaire, mais aussi sur la Réforme des Nations Unies.

Dans ce cadre, notre responsabilité est entièrement engagée puisque le défi majeur que devra relever notre Sommet et que nos Peuples appellent de tous leurs vœux, c'est l'affirmation sans détours d'une volonté politique forte en faveur de la lutte contre la pauvreté dans nos pays respectifs.

Aussi, voudrions-nous souhaiter et recommander au nom des **PMA** que de nos travaux sortent des propositions réalistes, pouvant permettre de poser des actes concrets allant dans le sens d'un développement durable de nos Etats.

De même, nous devons redéfinir clairement les véritables bases sur lesquelles doivent reposer désormais, non seulement les relations entre Pays du Sud, mais aussi le partenariat entre les Pays en développement et les Pays du Nord.

**Altesse,**

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Distingués participants,**

Qu'il vous souvienne que lors de la présidence du Conseil de Sécurité qu'il a assurée au mois de **février 2005**, notre Pays, le Bénin, a organisé une Conférence ministérielle sous la forme d'un débat public sur le thème : «réflexion prospective sur la situation des enfants soldats, en particulier en Afrique», dans le cadre du rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés.

Le Bénin a alors présenté les principaux points autour desquels s'articule la réflexion prospective sur cette importante question à travers trois (03) objectifs à savoir :

- le relèvement de l'âge du recrutement et la requalification comme crime contre l'humanité, de l'utilisation des enfants-soldats ;
- l'élaboration d'une stratégie globale et transfrontalière de lutte contre ce phénomène odieux ;
- l'articulation d'une politique régionale en la matière.

C'est dire que la Conférence de **février 2005** a permis de mettre l'accent sur la nécessité de passer à l'étape de la mise en œuvre.

C'est pourquoi, une résolution initiée par le Bénin et co-parrainée par certains pays, est en cours de discussion pour fixer les mesures qui découlent de ce constat amer relatif à la persistance du phénomène.

Je voudrais solliciter le soutien ferme de tous les Etats membres de notre Groupe à cette lutte engagée contre le recrutement et l'utilisation des enfants dans les conflits armés. Ce soutien pourrait se faire par votre participation active au Groupe de travail à composition

non limitée, qui sera mis sur pied au cours de la prochaine Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies en vue de parvenir à un consensus sur la requalification comme crime contre l'humanité, le recrutement et de l'utilisation des enfants-soldats.

Par ailleurs, notre intime conviction est que nos Pays, qui ploient sous le lourd fardeau du service de la dette, ne peuvent réellement relever les Défis du Millénaire qu'à la seule condition de s'engager résolument à travers des politiques hardies dans la voie du développement durable, en harmonisant leurs positions sur les questions de préoccupation internationale.

Pour ce faire, il importe, à notre humble avis :

- de renforcer le rôle des pays du Sud dans les prises de décision au plan international ;
- de promouvoir le transfert de technologies dans le Sud ;
- d'accélérer les investissements vers les pays pauvres.

Dans le même ordre d'idées, il est grand temps pour nous d'œuvrer au renforcement de la Coopération Sud-Sud dans les domaines économique, monétaire et financier.

Car la réalité, que nul ne peut ignorer aujourd'hui, et qui freine le développement de nos Etats, est que sur le marché mondial, non seulement notre production reste faible, mais encore nos produits sont très peu compétitifs.

Nos défaillances sont dues principalement aux subventions octroyées par les Pays du Nord à leurs producteurs agricoles, à l'imposition des prix des matières premières, à la détérioration des termes de l'échange ainsi qu'aux mesures protectionnistes qui nous affaiblissent et aggravent notre niveau élevé de pauvreté.

Ainsi, malgré les multiples efforts et sacrifices que nous consentons inlassablement, nos économies continuent d'être marginalisées et nos balances commerciales restent déficitaires.

Aussi voudrais-je, du haut de cette tribune, lancer un vibrant appel une fois encore, comme je l'ai déjà fait à **Johannesburg**, au Sommet Mondial sur le Développement Durable, au nom de tous les Pays les Moins Avancés, afin que tous les pays nantis «s'engagent résolument à soutenir réellement nos efforts pour l'avènement d'un monde plus juste et plus humain, débarrassé des disparités et des iniquités qui ne peuvent qu'entretenir, dans le temps et dans l'espace, la pauvreté des réprochés de l'histoire et de la mondialisation». Car, en vérité, «la voie du salut de l'humanité se trouve incontestablement dans la responsabilité commune, la solidarité et le partage dans une nouvelle vision du destin de l'espèce humaine».

**Mesdames et Messieurs,**

Tout en nous félicitant de la décision courageuse des Ministres des finances <sup>du G8</sup> relative à l'annulation récente des dettes multilatérales de dix huit (18) pays en développement dont le Bénin, j'en appelle à nos partenaires du Nord, en particulier les Pays du **G8**, afin qu'ils posent d'autres actes concrets dans la prise en compte de nos revendications :

- premièrement, en élargissant le nombre des pays bénéficiaires ;
- deuxièmement, en procédant à la suppression des subventions agricoles notamment celles relatives au coton ;

- troisièmement, en atteignant, d'ici à **2015**, l'objectif fixé par les Nations Unies de consacrer **0,7%** du PIB des pays développés à l'Aide Publique au Développement des pays du Sud tout en affectant **0,15 %** à **0,20 %** aux Pays les Moins Avancés

Enfin, qu'il me soit permis de rappeler à toute la Communauté Internationale, l'objectif qu'elle s'était fixée lors du Sommet du Millénaire en septembre **2000**, de réduire de moitié d'ici à **2015**, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les pays du Sud.

Enfin, nous ne saurions terminer nos propos sans réaffirmer notre soutien sans équivoque à la Déclaration de Politique de Doha qui souligne la nécessité qui incombe à la Communauté Internationale de se pencher concrètement sur certains conflits régionaux, notamment : la Palestine, la Somalie et l'Irak.

Nous soutenons également le Plan d'action de Doha consacré aux grands défis de développement auxquels nos pays sont confrontés.

C'est ici le lieu de rendre un hommage mérité au Gouvernement du Qatar pour l'appui qu'il ne cesse d'apporter à la progression des grands sujets qui préoccupent le Groupe des 77 et la Chine.

En ce qui concerne le réajustement et l'élargissement du Conseil de Sécurité, nous y apportons notre ferme soutien afin que soit établi plus de justice, de transparence et d'équité dans la prise des décisions qui engagent la paix et la sécurité du monde.

C'est sur ces mots d'espoir que je souhaite pleins succès à nos travaux.

**Je vous remercie.**